

Lorsqu'on parle en France de Révolution, c'est généralement celle de 1789 qui est mentionnée, appelant avec elle son cortège d'images d'Épinal, des plus glorieuses aux plus violentes. Les autres révolutions connues au XIXe siècle sont généralement ignorées, comme toute la période, du reste, très méconnue en France. Pourtant, la Révolution de 1848 qui donna naissance à la Deuxième République mériterait d'être plus connue, tant elle regorge de leçons pour les mouvements présents et

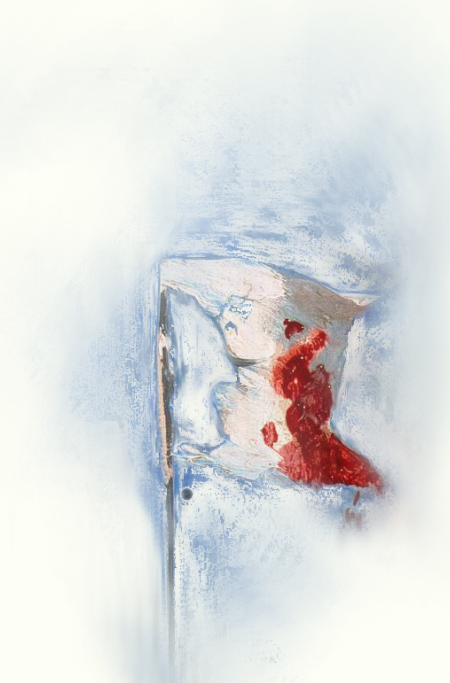
Cette oeuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Condition 4.0 International.

N'hésitez pas à partager les PDF de nos articles !
<https://venividisensivvs.wordpress.com>



1848

Une révolution ratée ?



Pour aller plus loin

Sur la Deuxième République, le principal ouvrage de référence est à **mon sens 1848, l'apprentissage de la République, par Maurice Agulhon** (tome 8 de la Nouvelle Histoire de la France contemporaine), publié chez Seuil en 1973 et plusieurs fois réédité.

Plus actuel, **le tome 3 de la Nouvelle Histoire contemporaine (toujours chez Seuil), Le Crépuscule des Révolutions (1848 – 1871) par Quentin Deluermoz** (2012) est également une solide base, de même que le volume de l'Histoire de France de Belin consacré à la période (*La Révolution inachevée*, par Sylvie Aprile, 2010) : ce dernier a l'avantage d'être très illustré et de contenir une partie historiographique.

La monarchie de Juillet est moins traitée : les ouvrages qui lui sont exclusivement consacrés sont rares. Outre l'ouvrage de Sylvie Aprile mentionné plus haut, il faut donc se contenter d'ouvrages traitant cette période de façon groupée avec la Restauration. Ce sont les tomes 6 et 7 de la Nouvelle Histoire de la France contemporaine (***La France des notables, volumes 1 et 2, par André Jardin et André-Jean Tudesq, 1973***) et le plus récent ***Monarchies post-révolutionnaires (1814-1848) de Bertrand Goujon (2012)***.

Lorsqu'on parle en France de Révolution, c'est généralement celle de 1789 qui est mentionnée, appelant avec elle son cortège d'images d'Épinal, des plus glorieuses aux plus violentes. Les autres révolutions connues au XIXe siècle sont généralement ignorées, comme toute la période, du reste, très méconnue en France. Pourtant, la Révolution de 1848 qui donna naissance à la Deuxième République mériterait d'être plus connue, tant elle regorge de leçons pour les mouvements présents et futurs. C'est en effet un bon exemple d'une révolution imprévue, pacifique, et survenue par la récupération populaire d'un mouvement venu des élites, mais c'est également une révolution rapidement récupérée par les conservateurs qui réussirent rapidement à tourner à leur avantage.

Aux racines de la révolution

Comme toute révolution, celle de 1848 a des causes diverses qu'il faut étudier. Elle survient alors que le régime en cours, la monarchie de Juillet, est encore jeune. Mise en place par la révolution de 1830, cette monarchie est dirigée par le roi Louis-Philippe, de la branche d'Orléans, descendant du frère de Louis XIV. Cette branche était, depuis la Révolution, connue pour son libéralisme et ses représentants étaient de fait les champions des libéraux durant la période de la Restauration (1814 – 1830) dominée par les deux derniers Bourbons. **Il y a donc en France à cette époque deux types de royalistes**, les orléanistes, partisans de Louis-Philippe puis de ses descendants, et les légitimistes, soutiens de la dynastie des Bourbons chassée en 1830.

La monarchie de Juillet est un régime conçu par et pour la bourgeoisie d'affaires, quand la Restauration défendait les intérêts de la vieille aristocratie.

Les années 1830 et 1840 ont vu la France se moderniser peu à peu, avec par exemple l'arrivée de lignes de chemin de fer et, de façon générale, une économie prospère. Néanmoins, à la fin des années 1840, l'heure est à la crise. Cette crise est double et

cumule les symptômes des anciennes et nouvelles crises. Il s'agit d'abord d'une crise de subsistances : avec les mauvaises récoltes de 1846, la nourriture manque, et les prix montent en flèche. Mais la crise est également économique sous sa forme moderne, la hausse des prix de la nourriture faisant chuter la consommation dans les autres domaines en cours de modernisation, comme le textile. S'ajoute une crise bancaire. Ainsi, début 1848, alors que les prix ont à nouveau baissé et que les paysans peinent à écouler leur production, une grande part de la classe ouvrière est au chômage. Ainsi, alors que la population est moitié moindre qu'aujourd'hui, on dénombre 700 000 ouvriers au chômage. La situation entraîne donc un climat pour le moins tendu.

De surcroît, le régime est fragilisé. En 1848, Louis-Philippe se fait vieux : il approche des 75 ans. Or, le fils qui devait lui succéder est mort, laissant derrière lui un rejeton, âgé de neuf ans au moment de la révolution. L'enfant est donc le successeur désigné, et la mort du souverain ouvrirait une période de régence toujours sensible, d'autant que le jeune héritier a plusieurs oncles qui sont, de fait, écartés du trône. S'ajoute à cette crise une crise de légitimité plus vaste : des scandales touchent régulièrement ministres et aristocrates, comme l'affaire Choiseul-Praslin, du nom d'un duc qui a assassiné son épouse avant de se suicider. Le drame est ici utilisé pour dénoncer les mœurs douteuses des aristocrates.

S'ajoute, enfin, une crise politique. **Depuis 1840, le conseil des ministres est dominé par François Guizot, homme emblématique du régime.** Conservateur, Guizot considère notamment que le droit de vote ne peut venir qu'avec la richesse, signe de responsabilité. Le suffrage est alors en effet censitaire : ne peuvent voter que ceux qui paient un impôt de 200 francs, coquette somme pour l'époque. Sur 30 millions d'habitants, 250 000 personnes environ peuvent voter. L'opposition monarchiste de gauche, que l'on nomme alors « opposition dynastique », souhaiterait voir le cens passer à 100 francs, ce qui permettrait à un total de 500 000 personnes de voter.

Il ne s'agit donc pas là d'élargir amplement le suffrage : ces monarchistes de gauche sont loin de croire aux vertus du suffrage universel et continuent à penser que le droit de vote se mérite, un mérite que la fortune doit prouver. Mais cette réforme est suffisamment importante pour que Guizot la refuse à plusieurs reprises. Début 1848, la situation est donc bloquée.

campagne des banquets ne peut également qu'inspirer à l'heure actuelle, son efficacité ayant été décisive, malgré des moyens de communication bien éloignés de ceux d'aujourd'hui.

La Révolution de 1848, contrairement à celle de 1789, a été globalement pacifique : elle fit bien moins de morts que les répressions réactionnaires des Journées de Juin et du coup d'État de 1851. **Ceci fut décisif : désormais, l'idée de République ne pouvait plus être liée à la Terreur, et le concept de révolution n'impliquait donc pas forcément des purges fratricides.** Cela pourrait d'ailleurs expliquer la faible popularité de 1848 dans les médias et le discours politique : alors que 1789 et, surtout, 1793 gardent une tonalité effrayante, 1848 pourrait inspirer.

Mais la plus importante des leçons tient à l'échec final du basculement. **Ce qui a mal tourné, en effet, c'est que la parole a été donnée à une population mal préparée, sous influence des notables locaux notamment.** La culture politique de la majorité est-elle plus importante aujourd'hui ? Il semble plus probablement que nos châtelains et curés aient été remplacés par de bien plus efficaces figures, télévisuelles cette fois-ci. Internet et les mouvements actuels ne doivent pas nous leurrer : les discours alternatifs ont bien peu d'écho face à David Pujadas et Jean-Pierre Pernaut...

Il faut donc arrêter de s'illusionner sur un « peuple » uniforme, qui aurait les mêmes besoins. **En 1848, la population ouvrière, qui subissait les conditions de travail moderne, était au fait des idées socialistes : elle voyait en quoi elles lui changeraient la vie. Les paysans, en revanche, avaient d'autres façons de penser en besoins, et tenaient en revanche à la propriété de leurs terres.** La « peur du rouge » fut un bon moyen de les maintenir dans le camp conservateur. Aujourd'hui encore, il appartient aux mouvements désireux de changer les choses de ne pas oublier cette variété, et d'être à l'écoute de ces différents besoins.

Car 1848 le montre : renverser un système n'est, finalement, que la partie facile. Ce qui est réellement décisif, c'est ce qui se construit par la suite, et cela nécessite un gros travail de préparation, qui n'est pas forcément le plus attrayant, mais n'en reste pas moins essentiel...

Le 23 avril, les élections se déroulent dans une atmosphère particulière. Chaque village envoie ses électeurs en convoi au chef-lieu de canton, où les votes se font par ordre des communes. Chacun doit écrire son bulletin, or, beaucoup sont analphabètes. Ils utilisent alors des bulletins déjà rédigés, souvent par le maire, voire par le candidat. La pression des pairs est aussi particulièrement forte, le vote n'étant pas secret. **L'exercice n'est donc pas totalement démocratique, même s'il y aspire.**

Les résultats sont imprécis : les candidats royalistes avancent masqués, les partis sont mal définis. Sur 900 députés, il apparaît néanmoins que 200 sont des républicains « avancés » ou socialistes, tandis que 450 sont modérés (dont des royalistes). On compte 50 légitimistes, et 200 orléanistes environ. **Bref, c'est une chambre à dominante conservatrice qui s'impose, et la forme du régime en découlera. C'est ainsi qu'apparaît par la suite la fonction de président de la République, très chère aux conservateurs, mais qui n'était pas une évidence pour l'époque.**

Surtout, les nouveaux élus reviennent rapidement sur certains progrès sociaux : rapidement, les députés socialistes sont évincés à la faveur d'une émeute assez obscure, mais surtout, la limitation du temps de travail disparaît. De même, les ateliers nationaux, coûteux et, surtout, facteurs de diffusion des idées socialistes, sont fermés. Nombre d'ouvriers se retrouvent au chômage, ce qui les pousse à l'émeute, en juin 1848. **La répression est alors sans pitié, plusieurs milliers de personnes meurent dans ces Journées de Juin : bien plus que durant la révolution elle-même.**

Ainsi, en quelques mois seulement, la République a déçu ceux qui avaient fondé de lourds espoirs en elle, ce qui explique que les ouvriers parisiens aient assez peu réagi trois ans plus tard, lors du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851. Entre temps, l'inflexion conservatrice s'était encore renforcée : le rêve d'une République sociale avait disparu.

Des leçons encore valables

À l'heure actuelle, les leçons de cette révolution sont encore très importantes. **Tout d'abord, ces événements, totalement imprévus, sont partis d'une campagne orchestrée par l'élite. Les banquets, tels que pensés par Odilon Barrot et l'opposition dynastique devaient aboutir sur un changement mineur, ne regardant que les plus riches ; or, ils ont pu être détournés par les républicains qui ont ainsi pu donner de l'écho à leurs idées jusque-là combattues. La**

La campagne des banquets

À l'époque, les manifestations politiques sont interdites. Pour l'opposition dynastique, et notamment son leader, Odilon Barrot, il faut trouver un moyen de sensibiliser la population, notamment le « pays réel » (les non électeurs) à cette question. Ce moyen, c'est l'organisation de banquets qui doivent être prétextes à parler politique. Le 9 juillet 1847, le premier est organisé à Paris : 1 200 personnes s'y retrouvent. **Dans les temps qui suivent, environ 70 banquets sont organisés en France, sans qu'il y ait d'organisation logique** : certaines grandes villes n'en organisent aucun, d'autres, bien plus petites, rejoignent le mouvement. Les campagnes profondes restent en revanche, pour leur part, de côté.

Les banquets se déroulent de façon similaire : **ils sont payants, de façon à limiter l'accès à une certaine élite ; mais ils sont précédés d'un défilé festif, ce qui permet de rallier la population.** Au cours du repas, ce sont les toasts qui permettent de faire passer des messages. On trinque « au roi », mais aussi « à la réforme électorale ». Très vite, des républicains comme Ledru-Rollin rejoignent le mouvement, proposant de trinquer à des valeurs bien plus subversives pour l'époque, comme « au suffrage universel », « à la République », et parfois même « à l'amélioration du sort des classes laborieuses » ou à « l'abolition de la misère par le travail ». Or, à l'époque, le régime ne tolère pas les remises en causes et il est interdit de se dire républicain.

Peu à peu, donc, le mouvement est dépassé par sa gauche. Odilon Barrot attendait une simple réforme électorale, mais les banquets deviennent le théâtre de revendications bien plus radicales et permettent à une extrême gauche jusque-là marginalisée de s'exprimer. Le gouvernement reste intraitable, le mouvement semblant de faible ampleur. Finalement, un banquet est organisé à Paris pour clore l'événement, fin février 1848, mais Guizot le fait interdire. Malgré tout, la population parisienne tient à être présente ce jour-là et, à la veille de ce 22 février, l'opposition dynastique ne peut que constater impuissante qu'elle a perdu le contrôle de sa création.

La Révolution de février

Cette révolution fut courte : **trois jours suffirent à renverser le régime de Louis-Philippe, ce qui semblait pourtant bien improbable.** Le 22 février, en effet, comme prévu, la population s'agite à Paris : principalement des ouvriers, mais aussi des étudiants, des bourgeois solidaires... Le mouvement surprend par sa rapidité et

son unité : des barricades sont montées, des armureries pillées... La garde nationale est indécise : n'aimant pas Guizot, elle rechigne à défendre son gouvernement et occupe une position assez floue.

Dès le 23, Louis-Philippe comprend que l'événement est important. Il renvoie donc Guizot, pour le remplacer par un de ses fidèles, le comte de Molé. Ce n'est pas un réel changement (Molé avait déjà occupé ce poste), mais la population est heureuse de voir chassé un ministre détesté. On assiste à des explosions de joie, notamment devant le ministère des Affaires étrangères, occupé par Guizot, au boulevard des Capucines. C'est à cet endroit que les choses basculent. Sans que l'on sache, encore aujourd'hui, ce qui s'est passé, des coups de feu sont tirés. **Dans la confusion générale, des gardes et des manifestants sont tués : comme souvent à l'époque, le bilan est difficile à établir, mais le résultat est là. Les insurgés chargent les corps de leurs camarades sur des charrettes et leur offrent une promenade macabre dans Paris. Plus question de changement de ministre désormais, c'est le régime entier qui est remis en cause.**

Le 24 février, Louis-Philippe abdique, après avoir appelé comme présidents du conseil Adolphe Thiers puis Odilon Barrot (l'homme à l'origine du mouvement, donc), tous deux incapables d'agir. Le roi déchu fuit ensuite en Angleterre sous un faux nom. L'héritier, à qui il cède le pouvoir, est emmené par sa mère pour être présenté aux députés qui devraient le reconnaître comme roi. Mais il est trop tard : à l'Hôtel de Ville, des républicains ont formé un gouvernement provisoire que le peuple reconnaît comme légitime.

Préparer la suite

Mettre en place une République n'est pas chose aisée. **Le gouvernement provisoire est en effet formé de deux tendances, réunies autour de deux grands journaux, *Le National* et *La Réforme*. Les premiers sont des républicains aisés, intéressés avant tout par la mise en place du régime ; les seconds, à l'image de Louis Blanc ou d'Alexandre Martin (alias « l'Ouvrier Albert »), attendent de la République qu'elle entraîne un réel progrès social, et pas seulement politique.** La division est ainsi marquée par le choix du drapeau, les modérés souhaitant conserver le tricolore quand les socialistes désiraient le drapeau rouge. C'est finalement par l'action symbolique du poète Lamartine, membre modéré et particulièrement populaire du gouvernement, que le drapeau tricolore est accepté par la population parisienne.

Intéressés avant tout par les grandes libertés, les modérés sont de fait à l'origine des premières initiatives du régime qui sont particulièrement fortes. **Le suffrage universel masculin est adopté, annonçant l'appel aux urnes de 9 millions de Français, la peine de mort pour raisons politiques est abolie, afin de ne pas réitérer la Terreur, mais c'est surtout l'abolition de l'esclavage, en avril, qui marque durablement les esprits.**

Pour leur part, les socialistes s'intéressent également à une refonte sociale du pays, en particulier par la question du travail. Une commission réfléchit à ce sujet au sein du Palais du Luxembourg, et légifère notamment pour limiter la durée quotidienne du travail. **Par ailleurs, pour lutter contre le chômage qui jette dans l'indigence de nombreux Parisiens, des chantiers d'État sont mis en marche, les ateliers nationaux.**

Arrivée dans la surprise, cette Deuxième République est bien accueillie. Les républicains sont heureux de sortir enfin de l'ombre, bien entendu, mais les légitimistes, eux-aussi, se réjouissent de voir tomber le régime de Louis-Philippe, à leurs yeux usurpateurs. Il n'est pas rare par ailleurs de voir des prêtres bénir des arbres de la liberté, à une époque où l'Église était pourtant généralement hostile à la République. **On voit ainsi apparaître des « républicains du lendemain », fraîchement ralliés, en opposition aux « républicains de la veille », qui espéraient depuis longtemps le régime.** Tous se préparent désormais aux premières élections, qui doivent constituer l'assemblée constituante, au mois d'avril.

Élections : récupération ?

Ces élections posent un gros problème : avec le suffrage universel masculin, nombreux sont ceux qui vont voter pour la toute première fois dans leur vie. **Une bonne part de la population, en particulier dans les campagnes, n'a aucune éducation, encore moins politique, et est facilement influençable, en particulier par les notables locaux, du maire au curé en passant par le châtelain.** Les conservateurs en sont conscients et, déjà sous la Restauration, ils prônaient un suffrage élargi pour faire facilement plébisciter leurs idées. Pour les socialistes, en particulier, il importe de diffuser rapidement leurs idées, jusque-là très peu connues dans les campagnes. Or, le temps imparti avant les élections est très court et, lorsque des manifestations ont lieu pour obtenir un délai supplémentaire, seules deux semaines sont accordées. Trop maigre, au vu des moyens de communication réduits de l'époque.